

Publications économiques et financières



Conjoncture économique

N° 672/ Septembre 2021

TENDANCES CONJONCTURELLES

2^e TRIMESTRE 2021

Au deuxième trimestre 2021, le climat des affaires à La Réunion s'améliore nettement, selon l'enquête de conjoncture menée par l'IEDOM. L'indicateur qui le synthétise, calculé à partir des réponses des chefs d'entreprise¹, gagne 6 points et s'établit à 112, bien au-dessus de sa moyenne de longue période (100).

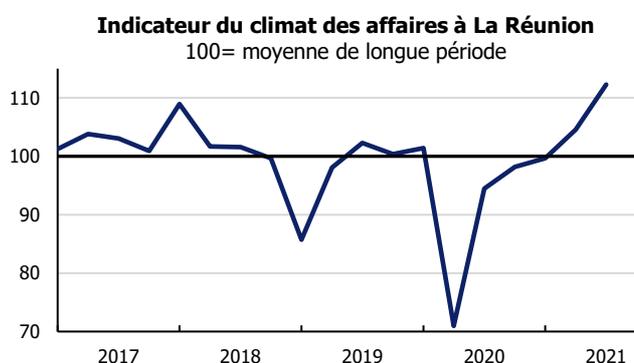
Cette hausse intervient pourtant dans un contexte sanitaire dégradé et alors que différentes restrictions ont été appliquées durant ce trimestre (couvre-feu entre les mois d'avril et de mai, fermeture d'établissements recevant du public). En dépit de cette situation, les chefs d'entreprise ont, dans l'ensemble, constaté une amélioration de leur activité, mais également de leur niveau de trésorerie et des délais de paiement. Les indicateurs de consommation des ménages confirment une progression vigoureuse sur le trimestre (transactions par cartes bancaires et importations en augmentation). Par ailleurs, le marché du travail s'améliore et le nombre de demandeurs d'emploi diminue.

L'indicateur du climat des affaires est également tiré à la hausse par sa composante prix. En effet, dans un contexte de hausse des charges (coût des matières premières et du fret) et de demande dynamique, les entreprises déclarent ajuster leurs prix de vente à la hausse sur le deuxième trimestre et pour le trimestre à venir. L'effet sur l'inflation est perceptible avec une progression de l'indice des prix à la consommation de 1,4 % entre mars et juin 2021.

Les craintes concernant les difficultés d'approvisionnement et le coût du fret sont fortes, exprimées très largement par les professionnels du commerce, de la construction et du secteur de l'agriculture et des industries agroalimentaires. Ces inquiétudes, de même que la dégradation récente de la situation sanitaire à La Réunion, ne se manifestent pas pour le moment dans les perspectives d'activité ni dans les intentions d'investir, qui restent bien orientées. À noter néanmoins que l'enquête ayant été réalisée entre le 29 juin et le 20 août, une partie des chefs d'entreprise ont répondu avant l'annonce de confinement partiel à La Réunion décidé le 29 juillet.

La conjoncture économique à La Réunion

Des chefs d'entreprise optimistes malgré une situation sanitaire détériorée



Source : IEDOM, enquête de conjoncture

Ils compensent ces coûts supplémentaires par une hausse des prix de vente. Les perspectives d'activité sont plutôt positives et les prévisions d'investissement pour l'année à venir restent bien orientées.

L'indicateur du climat des affaires (ICA), qui synthétise l'opinion des chefs d'entreprise (de plus de 10 salariés) interrogés sur la conjoncture, augmente de 6,1 points au deuxième trimestre 2021 pour s'établir à 112,3.

La composante passée de l'indice, correspondant aux observations sur le deuxième trimestre, contribue principalement à cette bonne orientation de l'ICA. En dépit de restrictions sanitaires appliquées durant le trimestre, l'activité apparaît ainsi en hausse. Les professionnels témoignent également d'une trésorerie qui s'améliore et d'un carnet de commandes solide. Le jugement est favorable sur leurs effectifs et leurs délais de paiement. En revanche, les chefs d'entreprise s'inquiètent de l'évolution de leurs charges d'exploitation en partie soumises aux fluctuations du coût du

¹ L'échantillon de l'enquête de conjoncture à La Réunion comporte 216 entreprises (de plus de 10 salariés) représentant les principaux secteurs d'activité marchands.

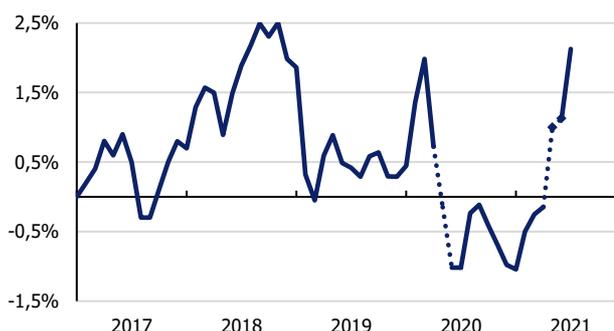
Des prix à la consommation en nette hausse

L'indice des prix à la consommation des ménages (IPC) progresse fortement sur le trimestre, de 1,4 % entre mars et juin 2021. Les prix des services et des produits manufacturés repartent à la hausse (+1,8 % et +1,1 % respectivement) après une baisse de 0,7 % le trimestre dernier. La remontée des prix de l'énergie et de l'alimentation se poursuit (+1,5 % et +0,9 % respectivement). En glissement annuel, l'IPC augmente de 2,1 % à La Réunion (contre 1,5 % en France hors Mayotte), tiré par la hausse des prix de l'énergie, de l'alimentation et des services.

Cette remontée des prix est confirmée par les chefs d'entreprise interrogés et pourrait se poursuivre. Ces derniers signalent en effet globalement une hausse de leurs prix de vente pour le deuxième trimestre et pour le trimestre à venir. Ceci est particulièrement marqué dans le secteur de l'industrie, de la construction et des services.

Cela intervient dans un contexte d'augmentation des prix des matières premières et de flambée du coût du fret qui altèrent l'approvisionnement des entreprises. Ainsi, une large majorité des professionnels interrogés expriment leurs craintes quant aux difficultés d'approvisionnement, principalement dans les secteurs du commerce, de la construction et de l'agriculture et des industries agroalimentaires.

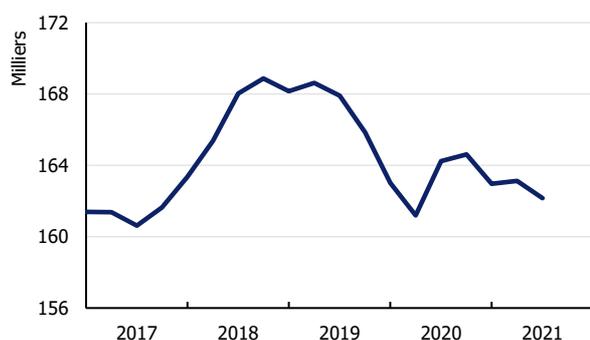
Indice des prix à la consommation des ménages



Source : Insee, données mensuelles, en glissement annuel
L'IPC de La Réunion n'est pas disponible sur les mois d'avril et mai 2020, le glissement est réalisé sur treize et quatorze mois pour avril et mai 2021

L'amélioration du marché du travail se poursuit

Nombre de demandeurs d'emploi de cat. ABC



Source : Pôle emploi, données trimestrielles

Au deuxième trimestre, La Réunion dénombre 162 160 demandeurs d'emploi en catégories ABC, soit -0,6 % par rapport au premier trimestre (CVS) et -1,3 % sur un an. Cette baisse est principalement liée à l'évolution des demandeurs d'emploi en catégorie A (sans activité et tenus de rechercher un emploi), de -0,7 % (CVS) par rapport au trimestre passé.

Le marché du travail poursuit son amélioration. Selon l'enquête de conjoncture, 20 % des professionnels interrogés déclarent avoir recruté au cours du trimestre. L'évolution des effectifs salariés confirme cette bonne orientation avec une hausse de l'emploi de 1,4 % entre mars et juin 2021 (+2 300 emplois, données ACOSS).

En parallèle, les restrictions sanitaires mises en place sur la période (couvre-feu puis fermeture des établissements accueillants du public sur avril et mai) amènent des entreprises

à recourir au dispositif d'activité partielle. Le nombre de salariés concernés augmente jusqu'à s'élever à 13 300 en avril, soit 8 % des effectifs du secteur marchand, dont plus de la moitié dans le transport, l'hébergement et la restauration. Il diminue rapidement ensuite avec les levées de restrictions pour atteindre 4 700 salariés en activité partielle en juin.

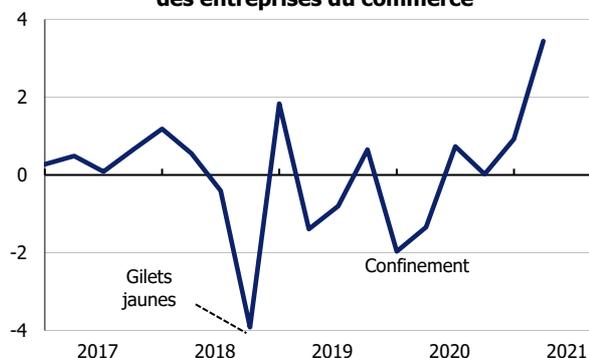
Une consommation des ménages vigoureuse sur le deuxième trimestre

Les professionnels du secteur du commerce témoignent d'une activité dynamique au cours du trimestre avec un solde d'opinion en forte hausse dans l'enquête de conjoncture. La consommation des ménages reste en effet soutenue. En cumulé sur le trimestre et en montant, les paiements par cartes bancaires² sont supérieurs de 8 % à la même période de 2019 (+18 % par rapport au 2^{ème} trimestre 2020, période de confinement).

Les importations de produits agroalimentaires sont en hausse (+6,7 % par rapport au premier trimestre en données CVS), de même que les importations de produits courants et d'équipement du foyer (+4,8 % et 4,5 % respectivement). Les ventes de véhicules de tourisme bondissent de +13,2 %.

Dans ce contexte, les perspectives du secteur restent favorables pour l'année 2021, même si des inquiétudes apparaissent concernant les difficultés d'approvisionnement (crainte évoquée par 9 chefs d'entreprise sur 10 dans le commerce).

Solde d'opinion sur l'activité passée des entreprises du commerce



Source : IEDOM, enquête de conjoncture

² Source GIE Cartes Bancaires, calculs IEDOM sur un échantillon de données de paiement par carte bancaire (CB) agrégées et anonymisées

Des perspectives d'investissement qui restent bien orientées



Les professionnels interrogés réaffirment leurs intentions d'investir sur les douze prochains mois. En effet, le solde d'opinion relatif aux prévisions d'investissement retrouve ce trimestre son niveau d'avant-crise. Cet avis favorable concerne l'ensemble des secteurs et en particulier les entreprises du tourisme et de l'industrie.

La dynamique d'investissement des entreprises s'observe déjà dans les importations du deuxième trimestre 2021, notamment celles d'équipements professionnels et de biens intermédiaires qui se redressent de respectivement 13,0 % et 10,6 % (en données CVS) sur le trimestre.

Les échanges extérieurs marqués par la hausse des importations

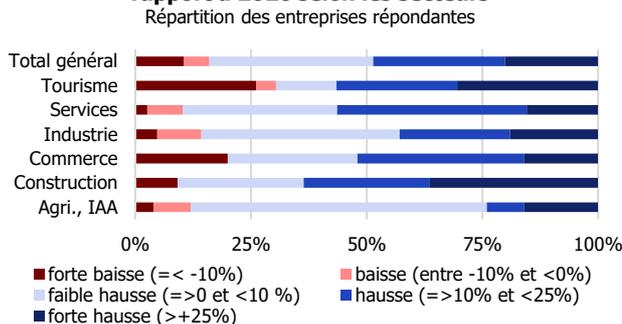
Soutenues par la bonne tenue de la consommation et de l'investissement, les importations continuent de progresser et affichent une augmentation de 7,1 % (CVS) sur le trimestre. Cette évolution s'explique en partie par la hausse des importations d'équipements professionnels et de biens intermédiaires. Les exportations restent globalement stables au deuxième trimestre (+0,3 %, CVS).

Malgré le contexte sanitaire dégradé, l'activité progresse dans tous les secteurs

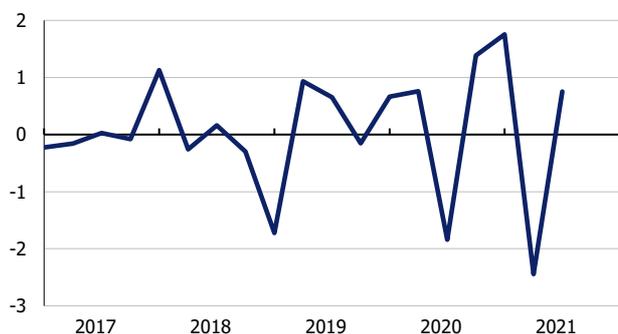
Interrogés sur leurs prévisions de chiffre d'affaires (CA) pour 2021, la grande majorité des chefs d'entreprise (80 %) prévoit une hausse. Celle-ci serait même supérieure à 7,5 % pour la moitié d'entre eux.

Si le rebond de l'activité se confirme globalement dans tous les secteurs, le retour à une situation d'avant-crise reste fortement compromis pour les secteurs les plus impactés par la crise sanitaire de la Covid-19. C'est le cas notamment des professionnels du tourisme qui souffrent encore des restrictions concernant les voyages et du manque de visibilité.

Prévisions de chiffre d'affaires 2021 par rapport à 2020 selon les secteurs



Solde d'opinion sur l'activité passée dans l'agriculture, la pêche et les IAA¹



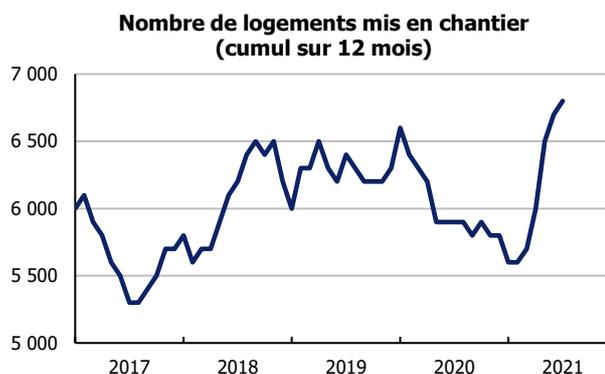
¹IAA: industries agroalimentaires
Source : IEDOM, enquête de conjoncture

Après un début d'année difficile, les perspectives d'activité s'améliorent au deuxième trimestre pour les dirigeants des secteurs **agriculture-pêche** et de **l'industrie agroalimentaire (IAA)**. La filière locale d'élevage confirme cette bonne tenue de l'activité, en particulier les abattages de bovins et porcins qui augmentent respectivement de 5,1 % et de 1,7 % (CVS) sur le trimestre. Les carnets de commandes de ces secteurs sont par ailleurs solides et les prévisions d'investissement progressent.

Les dirigeants des **industries manufacturières** retrouvent également le moral au deuxième trimestre. Le secteur bénéficie d'une trésorerie bien orientée et juge favorablement les délais de paiement. L'évolution des effectifs s'améliore aussi, mais demeure en dessous du niveau de longue période. Leurs perspectives d'investissement restent favorables.

³ Soldes d'opinion, CVS et centrés sur leur moyenne de longue période. Un solde d'opinion au-dessus de 0 est jugé favorable, car supérieure à la moyenne de longue période et inversement pour un solde en dessous de 0.

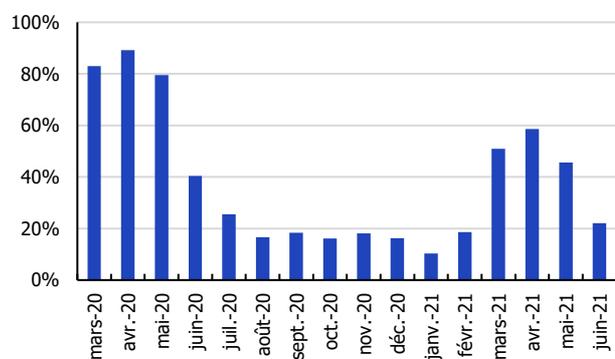
L'activité dans le secteur de la **construction** reprend des couleurs depuis le début d'année 2021. Les chefs d'entreprise émettent un avis favorable sur leur activité ce trimestre ainsi que sur leur trésorerie. À fin juin, les mises en chantier (en cumul sur un an) affichent une hausse de 13,3 % sur le trimestre et dépassent désormais leur niveau d'avant-crise. Cet optimisme est néanmoins assombri par la hausse du coût du fret et les craintes de pénuries de matériaux. Selon l'enquête de conjoncture, 7 dirigeants interrogés sur 10 s'inquiètent des difficultés d'approvisionnement. Les professionnels portent toutefois un jugement globalement positif sur leurs carnets de commandes et sur leurs délais de paiement.



Source : Deal Réunion, cumul annuel

Le jugement des professionnels du secteur des **services marchands** sur leur activité redevient positif au deuxième trimestre. L'amélioration de leur niveau de trésorerie se confirme de même que les délais de paiement. Les prévisions de CA restent optimistes pour l'année 2021 : +10 % en valeur médiane par rapport à 2020.

Activité partielle dans l'hébergement-restauration
% des salariés du secteur concernés par une demande d'indemnisation



Sources : DARES, Insee, calculs IEDOM

Les professionnels du **tourisme** sont plus mitigés sur leur activité, le secteur étant encore largement impacté par les restrictions sanitaires en 2021. La fin des motifs impérieux pour les personnes présentant un schéma vaccinal complet depuis le 2 juin n'a pas entraîné de réelle reprise du trafic passager entre La Réunion et la métropole. Celui-ci se contracte de 18,4 % (CVS) sur le trimestre.

Les annulations et les fermetures des bars, cafés et restaurants ont contraint les entreprises à maintenir une part importante de leurs effectifs en activité partielle. Sur le mois d'avril 2021, plus de 5 900 salariés de l'hôtellerie-restauration ont été concernés par le dispositif de chômage partiel, soit 59 % des salariés de ce secteur. La réouverture des établissements le 2 juin a permis de réduire ce nombre à environ 2 200 salariés en juin, soit 22 % des effectifs.

Si l'absence de visibilité pèse sur les perspectives à court terme du secteur, les professionnels anticipent néanmoins une hausse de leurs investissements sur les douze mois à venir.

La conjoncture régionale et internationale

LES ÉCONOMIES DE LA RÉGION SOUMISES AUX VAGUES D'ÉPIDÉMIE DE LA COVID-19

Les estimations de croissance du premier trimestre en **Afrique du Sud** ont été revues à la hausse, passant de +2,7 % à + 4,6 % selon la Banque centrale sud-africaine. Le pays connaît toutefois une 3^e vague d'épidémie depuis mai 2021, entraînant des confinements dans certaines provinces du pays. La situation sanitaire s'améliore tout de même depuis fin juillet. La reprise de la demande mondiale et les prix élevés des exportations de produits de base jouent en faveur de l'économie sud-africaine. Dans ce contexte, la Banque centrale maintient sa prévision de croissance de 4,2 % pour 2021. Le taux directeur reste également inchangé à 3,5 %, mais celui-ci devrait augmenter fin 2021 et courant 2022.

À **Madagascar**, l'état d'urgence sanitaire a été réintroduit en avril 2021, entraînant un renforcement des mesures de restrictions (confinement, couvre-feu...) dans plusieurs régions, dont la capitale. Cette reprise de l'épidémie risque de ralentir le redémarrage économique attendu pour 2021. La dynamique entrevue fin 2020 montre des signes d'essoufflement, selon la Banque centrale malgache. Cette dernière prévoit une croissance de 3,2 % pour 2021, après -4,2 % en 2020.

Les **Seychelles** ont rouvert leurs frontières depuis le 25 mars 2021. L'archipel accueille ainsi un peu moins de 44 000 touristes extérieurs au 2^e trimestre 2021 contre moins de 7 000 personnes au 1^{er} trimestre. Bien qu'encourageante, la fréquentation touristique reste moitié moindre par rapport au 2^e trimestre 2019. Les exportations de produits de la pêche s'inscrivent en hausse de 25 % par rapport au 2^e trimestre 2020.

L'activité économique des **Comores** se contracte au 1^{er} trimestre 2021 sous l'effet du durcissement des mesures sanitaires face à la recrudescence de la pandémie de la Covid-19 dans l'archipel. Les banques de la place confirment cette détérioration de l'environnement économique et prévoient une situation similaire au 2^e trimestre 2021. Par ailleurs, le commerce extérieur recule de 13,6 % sur le trimestre, malgré la hausse des exportations de vanille et d'ylang-ylang.

À **Maurice**, le PIB se contracte de nouveau de 2,6 % en 1^{er} trimestre 2021 (CVS), après une reprise de son économie ces deux derniers trimestres (+2,7 % au 4^e trimestre 2020 et +31,3 % au 3^e trimestre). Le secteur du tourisme (13 % du PIB) continue d'être affecté par l'interdiction des voyageurs à entrer sur le territoire. L'activité dans l'hôtellerie-restauration chute de nouveau de 82 % sur un an (-74 % le trimestre précédent) et de 19 % dans les transports. Le Bureau de la statistique mauricienne reste cependant optimiste avec des prévisions de croissance de +5,4 % pour 2021 après -14,9 % en 2020.

Sources : Banques centrales, institutions nationales, FMI

UNE REPRIS MONDIALE INÉGALE D'UNE RÉGION À L'AUTRE

La croissance de l'économie mondiale devrait s'élever à 6,0 % en 2021 selon les dernières perspectives économiques mondiales publiées par le FMI en juillet. Ces prévisions demeurent inchangées depuis avril avec toutefois d'importantes révisions d'une région à l'autre qui résultent à la fois de l'évolution de la pandémie et des mesures de soutien mises en place. En 2022, l'activité mondiale pourrait croître de 4,9 %, soit une révision à la hausse de 0,5 point de pourcentage par rapport à l'estimation d'avril. La conjoncture pourrait plus particulièrement s'améliorer dans les pays avancés grâce aux mesures de relance budgétaires annoncées et à l'anticipation d'une meilleure situation sanitaire suite aux campagnes de vaccination.

Aux États-Unis, le PIB a progressé de 1,6 % au deuxième trimestre 2021, en glissement trimestriel, après une hausse de 1,5 % au trimestre précédent. La pleine réouverture de l'économie et les mesures de soutien budgétaires et monétaires mises en place ont pesé favorablement sur la consommation des ménages et l'investissement. Sur l'ensemble de l'année 2021, le FMI anticipe une croissance de 7,0 %, soit une révision à la hausse de 0,6 point de pourcentage par rapport aux précédentes estimations.

Dans la zone euro, l'activité a augmenté de 2,0 % au deuxième trimestre après un recul de 0,3 % au premier. Le taux d'inflation s'est établi à 1,9 % à fin juin contre 1,3 % trois mois plus tôt, tandis que le taux de chômage continue de baisser pour s'élever à 7,7 %. Sur l'année entière, le PIB de la zone progresserait de 4,6 % selon le FMI, avec des écarts importants d'un pays à l'autre.

En France, le PIB a enregistré une hausse de 0,9 % au deuxième trimestre selon les premières estimations de l'Insee et se rapproche de son niveau d'avant-crise. La croissance est portée par la progression des dépenses de consommation des ménages (+0,9 %) et de l'investissement (+1,1 %). Les exportations ont quant à elles crû de 1,5 %, soit un rythme inférieur aux importations (+1,9 %). Sur l'ensemble de l'année, la Banque de France anticipe une augmentation du PIB de 5,75 %.

Au Japon, l'économie peine à redémarrer alors que l'état d'urgence a été prolongé à plusieurs reprises face à la recrudescence de l'épidémie. Après une baisse de 0,9 % au premier trimestre, le PIB a crû de 0,3 % sur les trois mois suivants. La consommation des ménages (+0,9 %) et l'investissement des entreprises (+1,7 %) ont retrouvé une évolution favorable sur la période. Pour 2021, le FMI table sur une croissance du PIB de 2,8 %.

Enfin, les pays émergents et en développement pourraient voir leur PIB croître de 6,3 % en 2021. L'Inde et la Chine verraient leur activité progresser de respectivement 9,5 % et 8,1 % tandis que le Brésil et le Mexique enregistreraient un rythme de croissance plus modéré (respectivement +5,3 % et +6,3 %).

Sources : FMI, BEA, Eurostat, Insee, Banque de France, Gouvernement du Japon – données arrêtées à la date du 30 août 2021.

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr
[Annexes statistiques et méthodologie](#)

Directeur de la publication : G. LESELLIER – Responsable de la rédaction : M. AOURIRI
Rédacteurs : D. PERRAIN, M. MOUISEL
Éditeur et imprimeur : IEDOM